

la Communauté européenne de défense, si la France et l'Italie refusaient de ratifier le projet actuel. Il y a deux mois, le ministre nous a laissé entendre que la conférence de Berlin pourrait donner des résultats intéressants, mais aujourd'hui, son discours indique que cette conférence a été une faillite. Il semble qu'au cours de la dernière année la guerre soit devenue moins probable, et que nous en soyons à un stade "dégivré" de la guerre froide.

Quel sera l'autre choix, advenant l'échec de la Communauté européenne de défense? Le *Times* de New-York a parlé d'un autre plan à la place de la CDE à maintes reprises, mais cet autre choix n'a pas encore été communiqué à la Chambre des communes. Je demande au ministre de nous expliquer en détail ce qu'il a voulu dire cet après-midi lorsqu'il a indiqué que si la Communauté européenne de défense échouait, quelque autre plan serait disponible.

J'en arrive maintenant à la question de l'énergie atomique. Les observations du ministre relativement à l'énergie atomique indiquent qu'aucune décision n'a été prise. Il a posé des questions qui indiquent que tout le problème entre dans la catégorie des "questions auxquelles on n'a pas répondu". Toutes les nations ont exprimé le désir qu'il fallait tout mettre en œuvre pour éviter une guerre atomique. La puissance de l'explosion qui a eu lieu, dans le Pacifique, il y a quelques jours, et qui, apparemment, a effrayé non seulement les peuples du monde, mais les savants eux-mêmes, appelle notre attention. Je voudrais que le ministre réponde à certaines questions lorsqu'il traitera ce sujet. Je voudrais qu'il nous dise quelles sont nos obligations internationales quant à la communication des données actuelles relatives à l'énergie atomique, en vue d'amener l'industrie à collaborer à la mise au point de ces découvertes? Je voudrais également qu'il nous dise quelles sont les conditions de la mise en commun des ressources atomiques? Quel organisme régira cette mise en commun? Cet organisme fera-t-il partie des Nations Unies? Cet organisme sera-t-il privé du droit de veto, en sorte qu'il ne soit pas paralysé avant même d'être constitué? Enfin, qui dira quelles nations participeront à cette mise en commun? Ce sont là des questions, je crois, dont la population a le droit de connaître les réponses, même avant que les grandes lignes de cet organisme soient esquissées.

Le Canada a-t-il mis à l'étude le plan que la Grande-Bretagne a proposé en vue de remplacer le projet soumis par M. Eisenhower, visant à l'établissement d'une réserve internationale où on pourrait obtenir des matières

fissibles et des spécialistes dans tous les pays qui en possèdent? Cet organisme sera-t-il établi hors des Nations Unies ou dans le cadre de cet organisme? Ce sont là des questions qui aujourd'hui préoccupent les esprits et les cœurs, car on se rend compte des conséquences terribles de cette nouvelle bombe à hydrogène dont la force explosive, s'il faut en croire les journaux, équivaut à quatre millions de tonnes de TNT. Le ministre peut-il nous dire dans quelle mesure l'URSS, d'une façon provisoire, aurait convenu avec M. Dulles de la nécessité d'accepter et d'adopter certains principes afin de prévenir la destruction massive de l'humanité.

En janvier on a traité une autre question dont le ministre n'a pas parlé mais qui à mon avis relève tout particulièrement de sa compétence. Il en a été question de façon sporadique à la Chambre; il s'agit de savoir dans quelle mesure le Canada serait prêt à commercer avec l'URSS. Le ministre a déclaré aujourd'hui qu'il ne faudrait rejeter aucune possibilité de paix. Tous les Canadiens conviendront, je crois, qu'il ne faudrait pas repousser sans motif la main tendue, s'il s'agit de relations commerciales s'inspirant de l'amitié. Mais à cause de ce qui s'est passé ces quelques dernières années, il ne peut manquer de naître dans l'esprit de ceux à qui on tend la main la crainte que derrière les offres de commerce que nous fait l'URSS ne se cachent la fraude et la supercherie au lieu de l'honnêteté.

L'attitude de l'URSS a peu changé depuis un an. De nombreuses personnes ont espéré que l'accession de Malenkov au pouvoir amènerait un changement pour le mieux. Les purges continuent sur une plus grande échelle encore que durant les dernières années du régime stalinien, du moins parmi les dirigeants. La conception stalinienne de la diplomatie reste encore aussi valable sous le régime de Malenkov que lorsque Staline a dit: "La sincérité en matière de diplomatie est aussi inconcevable que l'eau sèche ou le bois en fer".

Les habitants des provinces de l'Ouest et d'une manière générale les cultivateurs de notre pays se demandent quelles sont les possibilités qui s'offrent au commerce agricole. Certains prétendent que le commerce avec la Russie permettrait de nous débarrasser de notre excédent agricole. Quelle est l'attitude du Gouvernement à ce sujet? Le Gouvernement s'est-il assuré, par l'intermédiaire de ses représentants en URSS que, même si l'industrialisation a progressé rapidement sous le plan quinquennal, l'agriculture a abouti à un échec? D'après une opinion digne de foi, la collectivisation de